

MACRON MOBILISE LES MEDIA, MOBILISONS LES CITOYENS !

Mis en difficulté dans l'opinion sur la réforme SNCF et sur l'autoritarisme de ses choix politiques, Emmanuel Macron tente, à partir d'aujourd'hui sur TF1, une nouvelle offensive médiatique pour regagner le terrain perdu.

Mais, sur le fond, il ne change rien. Pour lui, il n'y a rien à négocier avec les syndicats, rien à discuter avec les étudiants, rien à amender au Parlement. Le pays ne supporte plus cette arrogance.

La pression populaire doit donc s'accroître dans les jours et les semaines à venir pour faire reculer le président de la République et son gouvernement. Après les ordonnances et les interventions policières, ils mobilisent les médias. Mobilisons les citoyens !

Cheminots, fonctionnaires, étudiants, retraités, agents des services publics, salariés du secteur privé... les mobilisations sociales s'amplifient parce que le pays prend conscience que Macron, loin d'être « l'homme nouveau » qu'il prétendait être, agit en fait comme le représentant attitré des intérêts de la finance.

J'appelle, au nom du Parti communiste, à dire non dans tout le pays à cette politique injuste, à amplifier le soutien aux cheminots, à étendre l'entrée dans l'action de maximum de salariés sur leurs revendications, à réussir la journée interprofessionnelle d'action syndicale du 19 avril, celle de la fonction publique du 22 mai, et à préparer une grande mobilisation citoyenne le 1^{er} mai.

Le Parti communiste propose, comme il l'a fait devant les barrages du Sautet dans l'Isère et d'Eguzon dans l'Indre, autour de l'Hôpital de Douai dans le Nord, de généraliser les chaînes humaines autour des gares, hôpitaux, Postes, tribunaux... pour mettre symboliquement sous protection citoyenne les services publics autour du slogan :
« Mon service public, j'y tiens » !!!

Nous mettons le badge édité par le Parti communiste sur ce thème à disposition de toutes et tous.

Nous proposons également d'amplifier la tenue, dans tout le pays, de réunions publiques pour discuter des contre-propositions pour une autre logique de développement des services publics, des salaires et de l'emploi. Dette SNCF, fret ferroviaire, avenir des petites lignes, financement des investissements nécessaires dans tous les services publics, avenir des communes... tout doit être sur la table.

Concernant la perspective d'un temps fort national un week-end, nous partageons l'objectif d'additionner l'énergie des secteurs en lutte et celle de tous les citoyens prêts à les soutenir. Une telle initiative n'a de sens que si elle unit les forces syndicales, les forces citoyennes et les forces politiques qui soutiennent les luttes en cours. Le PCF est disponible pour continuer à discuter des conditions à réunir pour une telle initiative.

Nous soumettons à ce débat la proposition d'organiser, sur le mode de la consultation citoyenne contre la privatisation de la Poste il y a quelques années, un immense référendum populaire sur la question de la SNCF 100 % publique. Des millions de nos concitoyens pourraient y participer.